

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHE PUBLIC DE SERVICES



BIOMEDICAL



La réalisation de prestations de maintenance tous risques forfaitaires, de maintenance préventive forfaitaire, de contrôle qualité, de prestations de maintenance préventive à l'attachement, de maintenance corrective, de réponse au besoin en pièces détachées, kits de maintenance et accessoires, de prestations intellectuelles pour les dispositifs médicaux d'imagerie médicale et équipements associés.



2025_BIO_GHT_003



Les numéros de marchés seront communiqués sur le courrier de notification des lots.

NCHFS

- 81.181 Maintenance des dispositifs médicaux d'imagerie médicale
- 18.371 : Pièces détachées – équipements d'imagerie médicale
- 18.374 : Pièces détachées – imagerie par ultrasons
- 18.375 : Pièces détachées – traitement photographique en imagerie
- 18.382 : Pièces détachées – informatique d'imagerie et compléments d'installation d'imagerie

PROCEDURE



APPEL D'OFFRES



26 lots



Accord cadre à bons de commandes



- ☒ le CHD Vendée
- ☒ le CH Côte de Lumière
- ☒ le CH Loire Vendée Océan
- ☒ le CH Fontenay le Comte

- ☒ le Groupe Public Hospitalier et Médico-Social des Collines Vendéennes
- ☒ le CH Ile d'Yeu

Le marché prend effet à compter du 1er janvier 2027 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure à la date souhaitée.



Les dates de début d'exécution des lots pourront être différentes du **1er janvier 2027 pour la première période**, selon les informations indiquées sur le document Annexe 1, Bordereau de réponse Technique et Financière », mais la fin sera commune à tous les lots soit au **31/12/2027**, (hors périodes de reconduction éventuelles).

Les lots pourront être reconduits tacitement au maximum pour **3 périodes de 12 mois** en respectant la date de fin commune à tous les lots (**31/12/2030**).



31/12/2030



REVISABLE



Taux révision maximum est de 1% - périodicité : tous les 2 ans



SEMESTRIEL A TERME ECHU



50 jours

PREAMBULE

I / CONTEXTE RELATIF AUX GROUPEMENTS HOSPITALIERS DE TERRITOIRE

En application de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé, un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé est consacré : les groupements hospitaliers de territoire. Chaque établissement public de santé doit s'intégrer dans un groupement hospitalier de territoire (GHT) à partir du 1^{er} juillet 2016 et au plus tard le 1^{er} septembre 2016. Le GHT ne possédant pas la personnalité juridique, la loi dispose qu'un établissement support sera désigné par une convention constitutive du GHT qui assurera pour le compte des établissements parties au groupement les quatre fonctions suivantes :

- La stratégie, l'optimisation et la gestion commune d'un système d'information hospitalier convergent (SIH),
- La gestion d'un département de l'information médicale de territoire (DIM),
- Les achats,
- La coordination des instituts et des écoles de formation paramédicales du groupement et des plans de formation continue et de développement professionnel continu des personnels des établissements parties au groupement.

La mutualisation des achats regroupe notamment la planification et la passation des marchés. Ainsi, le présent projet de procédure concourt à la mise en place progressive d'une fonction « achat » mutualisée et la gestion commune d'un système d'information hospitalier.

II / FORME JURIDIQUE DE LA MUTUALISATION

Le CHD Vendée est désigné établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire de Vendée. A ce titre et en application de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 et de son décret d'application du 27 avril 2016, la fonction achat des établissements parties au Groupement Hospitalier de Territoire est déléguée à l'établissement support. La fonction achat comprenant notamment la planification et la passation des marchés publics, le Centre hospitalier Départemental de Vendée se constitue « de droit » centrale d'achat au sens de l'article 26 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, pour les opérations de passation des marchés mais uniquement au bénéfice des établissements.

II.A / Membres du GHT Vendée

Les établissements publics de santé parties au Groupement Hospitalier de Territoire sont les suivants :

- CHD Vendée (sites de La Roche Sur Yon, Luçon et Montaigu),
- CH Loire Vendée Océan (site de Challans, Machecoul et Saint Gilles Croix de Vie),
- L'hôpital local de Noirmoutier,
- L'hôpital Dumonté de l'Ile d'Yeu,
- CH Côte de Lumière (site des Sables d'Olonne),
- CH Fontenay le Comte,
- Groupe Public Hospitalier et Médico-Social des Collines Vendéennes (Résidence du Pré-Bailly à la Chataigneraie, Résidence Comtesse d'Asnières à Saint Pierre du Chemin, Résidence Pré-Bailly, Résidence Sainte Catherine de Thouars à Pouzauges),
- L'EPSM de Vendée Georges Mazurelle.

II.B/ Compétences et missions dévolues à l'établissement support et aux établissements parties

Le CHD Vendée assure la coordination de cette procédure dans le cadre de sa fonction d'établissement support.

A ce titre, il est compétent en phase de passation du marché pour :

- Analyser et consolider les besoins,
- Elaborer la politique d'achat et les stratégies d'achat,
- Gérer la passation des marchés publics (marchés subséquents, marchés de prestations similaires inclus). La passation inclut les missions suivantes : publication, modification du dossier de consultation des entreprises, négociation avec les candidats le cas échéant, choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, notification des courriers de rejet et de pré-attribution, signature du marché, notification du marché,
- Gérer la gestion des litiges au stade de la passation du marché (marchés subséquents, marchés de prestations similaires inclus),
- Passer, négocier et signer des clauses de réexamen, clauses modificatives aux marchés

Les autres compétences relèvent des établissements parties. A ce titre, les établissements parties sont compétents en phase d'exécution pour :

- Emettre et gérer des bons de commande,
- Notifier des ordres de service,
- Gérer et appliquer des pénalités,
- Gérer les litiges au stade de l'exécution des marchés (marchés subséquents, marchés de prestations similaires inclus), notamment lors de l'émission des bons de commande,
- Gérer le contrôle de l'exécution et la vérification du service fait,
- Gérer le paiement du cocontractant,
- Elaborer le décompte,
- Gérer les mémoires en réclamation,
- Décider la reconduction/non-reconduction du marché ou accord-cadre,
- Décider la résiliation du marché ou accord-cadre,
- Gérer les procédures de révision des prix,
- Liquider et mandater les factures.
- Exécuter les clauses de réexamens et clauses modificatives de marchés

A TITRE D'INFORMATION :

La cellule juridique commande publique du GHT Vendée entre dans une démarche d'adaptation de ses documents de consultation :

1. En apportant du visuel dans nos dossiers de consultation afin d'attirer le regard sur les éléments importants ;
2. En vulgarisant autant que possible la lecture de nos documents auprès des opérateurs économiques tout en maintenant une sécurité juridique, essentielle pour nos établissements mais également pour nos opérateurs économiques.

Pour vous aider dans la lecture, quelques icônes pour vous repérer :



Indication d'une donnée à fournir.

CHAPITRE 1 – GENERALITES

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

1.1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet :

La réalisation de prestation de maintenance tout risque forfaitaire, de maintenance préventive forfaitaire, de contrôle qualité, de prestations de maintenance préventive à l'attachement, de maintenance corrective, de réponse au besoin en pièces détachées, kits de maintenance et accessoires, de prestations intellectuelles pour les dispositifs médicaux d'imagerie médicale et équipements associés.

Ces prestations s'appliquent aux dispositifs médicaux exploités sur les différents sites du Groupement Hospitalier de Territoire de Vendée, (GHT85), et dans les services cliniques et médicotechniques du groupement.

1.2. Désignation de l'acheteur public

Les établissements ayant émis un besoin sont les établissements suivants :

- CHD Vendée (sites de La Roche Sur Yon, Luçon et Montaigu),
- CH Loire Vendée Océan (site de Challans, Machecoul et Saint Gilles),
- L'hôpital Dumonté de l'Ile d'Yeu,
- CH Côte de Lumière (site des Sables d'Olonne),
- CH Fontenay le Comte,
- Groupe Public Hospitalier et Médico-Social des Collines Vendéennes (Résidence du Pré-Bailly à la Chataigneraie, Résidence Comtesse d'Asnières à Saint Pierre du Chemin, Résidence Pré-Bailly, Résidence Sainte Catherine de Thouars à Pouzauges),

Les autres établissements membres du GHT Vendée n'ayant pas mentionné de besoin pourront bénéficier de la présente procédure pendant toute la durée de la procédure. Les titulaires de marchés seront informés alors par le CHD Vendée, établissement support du GHT Vendée.

1.3 Procédure appliquée

Le marché est réalisé sous la forme :

☒ d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2161-2, R2161-3, R2161-4 et R2161-5 du Code de la Commande Publique

Le CHD Vendée se réserve la possibilité de réaliser des marchés de prestations similaires dans les conditions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

1.4 Technique d'achat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

ARTICLE 2 - ALLOTISSEMENT

☒ Le marché est composé de 26 lots dont la décomposition est détaillée dans le bordereau de réponse technique et financière – onglet synthèse des lots.

ARTICLE 3 - DUREE DES MARCHES

Le marché prend effet à compter du 1er janvier 2027 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure à la date souhaitée.

Les dates de début d'exécution des lots pourront être différentes du **1er janvier 2027 pour la première période**, selon les informations indiquées sur le document Annexe 1, Bordereau de réponse Technique et Financière », mais la fin sera commune à tous les lots soit au **31/12/2027**, (hors périodes de reconduction éventuelles).

Les lots pourront être reconduits tacitement au maximum pour **3 périodes de 12 mois** en respectant la date de fin commune à tous les lots (**31/12/2030**).

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. En cas de silence gardé par l'acheteur 2 mois avant le 31 décembre de chaque année (soit avant le 31 octobre à ohoo), celui-ci est reconduit automatiquement pour la nouvelle période considérée.

La non-reconduction du marché n'emporte pas l'application d'une quelconque indemnité au profit du titulaire pour non-exécution du marché.

ARTICLE 4 – PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

4.1 Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, Le présent marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du CHD VENDÉE fait foi, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par clause modificative ou clause de réexamen ;
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du CHD VENDÉE fait foi ;
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux prestations intellectuelles (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG FCS). Le C.C.A.G n'est pas joint matériellement au marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter ;
- **L'acte d'engagement et ses annexes** dûment datés et signés, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par clause modificative ou clause de réexamen ;

- Le bordereau de réponse technique et financière complété par le candidat, daté et signé ;
- Le catalogue valorisé des pièces détachées ;
- Le catalogue valorisé des accessoires, consommables ;
- Le catalogue des prestations intellectuelles (formations) ;
- Un engagement à respecter le plan de prévention ;
- Les attestations de formations des techniciens habilités à réaliser la maintenance sur les dispositifs médicaux pour les lots concernés ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification, le cas échéant.

Le titulaire reconnaît expressément être en possession et avoir pris connaissance de ces documents dont il accepte les dispositions. Toutes les dispositions spécifiques de l'offre du titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, et les documents associés pouvant induire une restriction en termes d'obligation et d'engagement par rapport aux documents contractuels (conditions générales de vente par exemple) et au présent marché sont inopposables au pouvoir adjudicateur quelle qu'en soit la forme.

4.2 Pièces à remettre au titulaire

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle. Elle ne comprendra pas non plus les pièces du titulaire cités dans les documents constitutifs du marché à l'article précédent, le 4.1.

ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES, MESURES DE SECURITE

5.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel avec son personnel et à l'obligation de réserve pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Toute communication écrite ou verbale auprès de tiers, sans le consentement de l'acheteur est interdite. Toutefois, le titulaire peut citer le présent marché parmi ses références.

Il sera fourni au titulaire du marché toute la documentation nécessaire à l'exercice de sa mission. Certains documents transmis par l'acheteur seront strictement consultables sur site.

A échéance de la mission, le prestataire restituera automatiquement et immédiatement l'ensemble des documents qui lui aura été confié dans le cadre du marché. Le prestataire ne peut en conserver une copie.

L'organisme retenu ne pourra en aucun cas se prévaloir des relations commerciales entretenues avec l'établissement, et en faire une publicité directe ou indirecte, sauf autorisation expresse de l'acheteur.

5.2 Respect des règles de sécurité, d'hygiène et de discipline

Le titulaire assure sous sa responsabilité, la sécurité et la discipline de son personnel au sein de l'établissement.

Dans tous les cas, le titulaire s'engage à faire respecter :

- la discrétion à l'égard des usagers qu'il serait amené à rencontrer à l'intérieur de l'établissement
- l'application du règlement intérieur de l'établissement, de consignes d'hygiène et de sécurité
- le plan de prévention des risques

5.3 Protection des Données Personnelles



Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données personnelles pour le compte de l'acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, un contrat de sous-traitance au sens de l'article 28.8 du Règlement Européen sur la protection des données qui précise notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché. Le contrat de sous-traitance précisera également les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG FCS.

5.4 Information des sous-traitants

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article 5. Il reste responsable du respect de celles-ci.

ARTICLE 6 – PROTECTION MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.



En application des articles D.8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, le titulaire fournira les documents demandés dans les conditions fixées à ces articles **tous les six mois à compter de la date de notification du marché et ce jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci. Le titulaire devra remettre ces justificatifs sans attendre une action quelconque de l'acheteur public. Ces éléments seront à remettre par mail au gestionnaire marché référent du présent dossier (cf coordonnées à la fin du document).**

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D8254-2, D8254-4 et D8254-5 du Code du Travail et **avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur une attestation sur l'honneur** indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

6.1 - Respect de la réglementation

Cet article complète l'article 6.1 et déroge à l'article 6.2 du CCAG.

Le titulaire est tenu au respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail dans les conditions fixées à l'article 6.1 du CCAG. L'acheteur peut lui demander de justifier du respect de ces obligations en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire dès la notification de l'ordre de service correspondant sans qu'il soit signé une modification au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

En cas de violation par le titulaire de ses obligations en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail, l'acheteur peut résilier le marché en application de l'article 32.1.a du CCAG.

6.2 - Respect des obligations sociales et lutte contre le travail dissimulé - Dispositif de vigilance : transmission des justificatifs en cours d'exécution du contrat

Cet article complète l'article 6 du CCAG.



Le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur **sans demande expresse de ce dernier**, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 modifié (titulaire établi ou domicilié en France) ou D 8222-7 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) modifié du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont transmises par tout moyen permettant de donner date certaine, par le titulaire, à l'adresse suivante :

CHD VENDEE

DEPARTEMENT DES RESSOURCES MATERIELLES ET DU PATRIMOINE
CELLULE JURIDIQUE DES CONTRATS DE LA COMMANDE PUBLIQUE
LES OUDAIRIES
85925 LA ROCHE SUR YON CEDEX 9

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Conformément aux articles L2141-1 à LL2141-11 CCP, si le titulaire se trouve en cours d'exécution du contrat en situation d'interdiction de soumissionner aux marchés publics ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2144-1 CCP, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 modifié ou D 8222-7 et D 8222-8 modifié du code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au présent contrat.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité à la suite de cette résiliation.

Si la personne publique décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevés sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique. Les dispositions de l'article 36 du CCAG s'appliquent.

6.3 - Respect des dispositions prévues pour l'emploi de salariés étrangers - Dispositif de vigilance : transmission des pièces justificatives en cours d'exécution



Dans le cadre de l'article L8254-1 du code du travail, le titulaire établi en France qui recourt à l'emploi de salariés étrangers (article D 8254-2 du code du travail) ou le titulaire établi à l'étranger qui détache des salariés sur le territoire national français pour l'exécution du présent marché (article D 8254-3 du code du travail), s'engage à fournir à l'acheteur **sans demande expresse de ce dernier**, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à autorisation de travail. Cette liste comprendra les indications prévues à l'article D 8254-2 du code du travail.

Les informations mentionnées ci-dessus sont transmises par le titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, à l'adresse renseignée au 6.2 ci-dessus.

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus. Conformément à l'article 41 du CCAG, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité à la suite de cette résiliation.

Si la personne publique décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevés sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique. Les dispositions de l'article 45.4 du CCAG s'appliquent.

6.4 Dispositif de vigilance en matière de déclaration des travailleurs détachés

L'article L 1262-4-1 du code du travail impose à l'acheteur une obligation de vigilance en matière de respect de la réglementation relative aux travailleurs détachés.

En vue de respecter ces dispositions et notamment l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

- s'il est établi hors de France et s'il envisage de détacher des travailleurs pour l'exécution du présent contrat,
- si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants directs ou indirects envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent contrat,
- s'il contracte, ou si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants contractent avec une ou des entreprises exerçant une activité de travail temporaire qui envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent contrat, s'engage, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, à fournir à l'acheteur, sans demande expresse de ce dernier, les documents suivants :
 - une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R.1263-3, R.1263-4-1 et R.1263-6 du code du travail ;
 - une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1.



Le titulaire doit transmettre les documents indiqués ci-dessus que le travailleur soit détaché par le titulaire, par l'un de ses sous-traitants directs ou indirects ou par une entreprise exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle le titulaire ou l'un de ses sous-traitants a contracté.

Les documents mentionnés ci-dessus sont transmis par le titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine à l'adresse renseignée au 6.2 ci-dessus.

Le titulaire s'engage envers l'acheteur à entretenir des relations contractuelles loyales et à les informer de difficultés quelconques menaçant le bon déroulement du marché. Le marché sera résilié pour faute exclusive du titulaire et sans indemnité s'il tente de tromper l'acheteur. Ce dernier engagera toutes les poursuites utiles devant les tribunaux compétents afin d'obtenir tout dédommagement.

ARTICLE 7 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'une clause modificative par les parties au marché dans les conditions de l'article 25 du présent CCAP ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

ARTICLE 8 – REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toutes natures causées au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Les dommages de toutes natures causées au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas

d'adjonction d'équipements fournis par l'acheteur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter toutes les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

CHAPITRE 2 – PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 10 – LE PRIX

10.1 Généralités

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Les prix s'entendent sans minimum de commande ni frais de facturation et s'appliquent aux prestations réellement exécutées. De façon plus détaillée, les prix comprennent :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures
- Les frais afférents au conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport jusqu'au lieu de livraison
- Les frais de manutention jusque dans les locaux
- Le coût de remise en service des matériels
- Les marges pour risques et marges bénéficiaires
- L'évacuation de tous les emballages
- Les frais de main d'œuvre et de déplacement
- Les frais de déplacement et d'hébergement des agents du titulaire et de ses éventuels sous-traitants,
- Les frais non mentionnés mais qui sont nécessaires au parfait fonctionnement des équipements

Les pourcentages de remise et les prix unitaires du marché, pour un même dispositif médical ou pour une même prestation, sont identiques pour chaque établissement membre du groupement

Le prix de règlement du marché s'entend TTC, au taux de TVA en vigueur à la date de notification du marché.

10.2 Forme du prix

☒ **Le marché est conclu à prix mixtes :**

Les prix de maintenance biomédicale sont des prix unitaires pour la maintenance préventive et corrective à l'attachement, les achats sur catalogue (pièces, prestation intellectuelle (formation)) et des prix forfaitaires dans les autres cas.

Le prix forfaitaire comprend les prestations de maintenance pour chaque dispositif médical, les éventuels kits de maintenance, les frais de traitement des appels, les coûts et le temps de déplacement des techniciens et la garantie contractuelle.

Le prix des prestations intellectuelles : les prix des formations sont des prix forfaitaires. Ils comprennent les frais pédagogiques, les coûts et le temps de déplacement des intervenants.

Les prix des pièces détachées : le prix des pièces est un prix unitaire. La remise est déterminée dans l'annexe financière ou le catalogue. Il inclut les frais de livraison et de garantie contractuelle.

10.3 Prix définitif

Les prestations de maintenance définies dans le marché sont couvertes par un prix net HT incluant les prestations intellectuelles (planification...), la main-d'œuvre, les déplacements, les frais d'hôtellerie et d'hébergement, les kits de pièces détachées, les frais de transport des équipements de prêt nécessaires à l'exécution des prestations.

Le marché inclut, à l'attachement, d'éventuelles interventions ponctuelles effectuées à la demande expresse de l'établissement. Ces interventions feront l'objet d'une demande de devis le cas échéant, et ne seront réalisées qu'après accord de l'ingénieur biomédical de l'établissement.

Les prix du marché sont fermes sur une période de 12 mois.

Pour les dispositifs médicaux dont la date de début de marché est différente du 01/01/2027, une 1ère période est définie à compter de la date indiquée dans le bordereau de prix jusqu'au 31 décembre de l'année concernée. Les annuités suivantes seront calculées sur les années civiles du 01 janvier au 31 décembre.

Pour les équipements qui rentreront sur le marché en cours d'exécution, il est précisé que la date maximum de ce marché est au 31/12/2030 (périodes de reconduction éventuelles incluses).

Les prix sont :

☒ **Révisibles selon la périodicité prévue ci-dessous**

10.4 Modalités de révision des prix

10.4.1 **Date d'établissement du prix**

La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire.

10.4.2 **Révision des prix**



Pour rappel, chaque établissement est responsable de la phase d'exécution de son marché. En conséquence, les demandes de révision des prix doivent être transmises à chaque établissement pour validation.

Une fiche établissement est jointe en annexe indiquant les coordonnées des services compétents en fonction des demandes.

Pour la maintenance (prix unitaires et forfaitaires) :

Les prix peuvent être révisés le 31 décembre de la **seconde année du marché**, (soit le 31/12/2028).

Le taux de révision maximum est limité à 1 %.



Trois mois avant la date anniversaire du marché soit avant le 30 septembre de la seconde année du marché, le titulaire pourra proposer un ajustement de ses prix à la hausse comme à la baisse pour la période contractuelle suivante de 24 mois en fonction des variations du barème applicable à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire justifiera l'évolution détaillée du prix au regard de l'évolution de sa structure de coût. Il indiquera à l'établissement concerné toutes les données relatives au barème clientèle, ce dernier doit être joint lors de chaque éventuel ajustement, daté et numéroté. L'établissement concerné se réserve la possibilité d'accepter ou non l'ajustement des prix proposés.

A réception de la nouvelle proposition de prix et après accord de l'acheteur public, chaque établissement adressera au titulaire un "Bon pour accord" pour la poursuite du marché sur la base des nouveaux prix.

A défaut de nouvelle proposition de prix, le marché se poursuit à prix identiques.

Les prix ainsi révisés sont fermes jusqu'à la prochaine application de la révision du prix dans les conditions fixées au présent article.

Pour le catalogue (pièces détachées, échanges standards et prestations intellectuelles)

Le catalogue de pièces détachées du titulaire pourra évoluer dans les conditions suivantes :

- Le titulaire s'engage à respecter le taux de remise contractuellement prévu dans son offre et à l'appliquer aux prix du catalogue « tarif public/clientèle » mis à jour annuellement ;
- Le titulaire pourra ajouter dans son catalogue de nouvelles pièces détachées liées à l'évolution technologique des équipements objet du lot ou à l'évolution des prestations de maintenance de ces équipements. Seules les pièces strictement nécessaires à la maintenance des équipements objet du lot concerné pourront être ajoutées. Le titulaire veillera à indiquer à l'établissement concerné la liste de ces nouvelles pièces d'un montant supérieur à 1 000 €.

L'évolution du tarif catalogue du titulaire qui afficherait un taux d'augmentation supérieur à 1% pourra être compensé par une évolution du taux de remise afin de ramener à la hausse le taux de remise complémentaire de 1% par rapport au taux de remise initial.



Le nouveau catalogue sera adressé par le titulaire à CHAQUE ETABLISSEMENT auprès de l'ingénieur biomédical ET/OU des responsables d'atelier. (cf fiche adhérent)

10.5 Offre de prix promotionnels

Les offres de prix promotionnels ne peuvent s'appliquer qu'à la baisse, même en présence d'un prix ferme non actualisable ou prix non révisable.

Le titulaire pourra faire bénéficier à l'acheteur public, en cours de marché, des offres de prix promotionnelles. Le titulaire adressera le tarif promotionnel par tout moyen lui permettant de donner une date certaine ainsi que toutes les précisions utiles suivantes : durée de la promotion, désignation des produits concernés, différence entre le prix du marché et le prix promotionnel. Ce tarif sera annexé au marché. Ce tarif devra être transmis à l'ingénieur biomédical par mail puis par courrier postal dont les coordonnées figurent dans les fiches établissement.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché initiaux sont à nouveau en vigueur. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

10.6 Clause de butoir et clause de sauvegarde

Concernant les prix de la maintenance (unitaires et forfaitaires) et les catalogues :

Dans le cas où l'ajustement des prix conduirait à une hausse supérieure à **1%** par rapport aux coûts initiaux, l'acheteur public se réserve la possibilité de limiter ou de s'opposer à une augmentation (raisons budgétaires) et d'engager une négociation ou de résilier le marché, sans indemnité pour le titulaire.

NB : Pour les pièces détachées, L'évolution des coûts sera calculée sur la base du tarif de l'ensemble des pièces dans le cas où la variation des prix est identique pour toutes les références.

Dans le cas contraire, l'évolution sera calculée sur la base des 10 pièces détachées ayant généré les plus grandes dépenses de l'année.

Dans le cas d'une résiliation et afin de tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, la résiliation interviendra six (6) mois après la réception, par le titulaire, de la lettre de résiliation du marché. Pendant cette période, les prix de règlement du marché seront ceux de l'année du marché en cours.

10.7 Remise commerciale conditionnelle en fin de marché



Dans le cadre de l'exécution du présent marché, si le montant cumulé des prestations facturées par le titulaire atteint ou dépasse le seuil de 100 000 €HT sur l'ensemble de la durée du marché, une remise commerciale conditionnelle sera appliquée selon les modalités suivantes :

- Si le chiffre d'affaires total atteint ou dépasse **100 000 €HT**, une remise de **1%** sera appliquée sur la totalité des prestations facturées.
- Si le chiffre d'affaires total atteint ou dépasse **500 000€ HT**, une remise de **3 %** sera appliquée sur la totalité des prestations facturées.

La remise ainsi calculée donnera lieu à l'émission d'un **avoir global, d'un titre de recette** ou à une **déduction sur la dernière facture**, établi(e) par le titulaire, et validé(e) par le pouvoir adjudicateur.

Cette disposition est applicable uniquement si le montant facturé est atteint **dans le cadre des commandes effectivement notifiées** pendant la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 11 – MODALITES DE REGLEMENT

11.1 Les avances

☒ L'option A prévoit l'application d'un taux d'avance unique de 20% pour les PME et d'un taux d'avance correspondant au minimum réglementaire pour les autres entreprises.

Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du marché ou du bon de commande est supérieur à 50 000 € H.T., et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Dans l'hypothèse où le bon de commande émis ne réunirait pas les deux conditions susvisées, l'émission dudit bon n'ouvrira aucun droit au versement d'une avance pour le titulaire.

Le régime d'avance retenu par l'acheteur est l'option A telle que définie par l'article 11.1 du C.C.A.G.-FCS.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du marché ou du bon de commande, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois. Ce pourcentage est porté à 20,00 % si le titulaire est une PME.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du marché ou du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant du marché ou du bon de commande, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, elle peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-10, R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière n'est demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

11.2 Remise de la demande de paiement

Seules les prestations effectivement réalisées et validées comme telles par l'acheteur pourront être facturées. L'acheteur se réserve la possibilité de réclamer un remboursement en tout ou partie, en cas de réalisation incomplète de la mission ou réalisation dans des conditions ne respectant pas le présent cahier des charges.

Type de maintenance	Forme du prix	Remise de paiement
Maintenance préventive et tous risques	Forfait	Semestrielle à terme échu ou service fait
Maintenance préventive et corrective à l'attache	Unitaire	Au service fait
Maintenance corrective/pièces/prestations intellectuelles	Unitaire	Au service fait

La constatation du service fait est matérialisée par la remise du rapport d'intervention complété dans tous ses éléments. La facture ne portera que sur les prestations incluses au présent marché de maintenance. Toutes les prestations réalisées à l'attache, de type corrective (pièces détachées...) seront facturées séparément.

11.3 Contenu de la demande de paiement

La demande de paiement est datée. Elle mentionne obligatoirement :

- Les références du marché : n° de marché ;
- La référence et désignation de l'équipement (n° de série) ;
- La période facturée par équipement (pas une période globale sur la facture) ;
- Le montant HT par équipement ;
- Remise ;
- Taux de TVA ;
- Le Montant TTC par équipement.

Ainsi que, selon le cas :

- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux dispositions du présent CCAP ;
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires, ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- Lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- Le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

- La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par l'acheteur est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que l'acheteur aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.

11.4 Acceptation par l'acheteur de la demande de paiement

L'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler. Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, il notifie le montant qu'il a ainsi arrêté au titulaire.

La demande de paiement peut être refusée par l'acheteur lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des factures à la charge du titulaire et de ses sous-traitants admis au paiement direct.

Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG-FCS, le titulaire et ses sous-traitants admis au paiement direct se conforment sans mise en demeure préalable à l'obligation à leur charge des transmissions des factures sous forme électronique.

Pour rappel :

L'application de la réglementation relative au retard de paiement, prévue aux articles L. 2192-10 à L. 2192-15 du code de la commande publique, suppose que le créancier ait rempli son obligation légale de transmission d'une facture sous forme électronique prévue aux articles L. 2192-1 et L. 2392-1 du code de la commande publique.

11.5 Facturation électronique

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les titulaires de marché et leurs sous-traitants doivent se conformer aux dispositions du Décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Ce texte codifie dans le code de la commande publique le décret no 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif à la facturation électronique. Il achève également la transposition de la directive 2014/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics. A ce titre, il contient les mesures d'application des dispositions du code de la commande publique issues de l'article 193 de la loi no 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises en définissant notamment la norme européenne de facturation électronique et les mentions essentielles des factures électroniques.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Les codes chorus des établissements sont établis sur les fiches établissement jointes au présent CCAP.

En cas de sous-traitance, la facture doit d'abord être adressée au titulaire.

Puis, la facture doit être adressée à l'acheteur (ou à la personne désignée par l'acheteur) complétée d'une validation du titulaire.

Pour sa part, l'acheteur doit informer le titulaire lorsqu'il a réglé la facture du sous- traitant.

Pour les prestations en Forfait :

Les factures seront établies accompagnées des rapports d'intervention.

Les prestations et fournitures exclues du forfait font l'objet, dès leur exécution, d'une facturation séparée.

Toutes les factures émises par le titulaire sont payables aux conditions prévues à l'article 10 du CCAG -FCS.

La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par des modifications proposées par le titulaire

La rémunération de la maintenance ne couvre pas les prestations suivantes, qui restent à la charge du pouvoir adjudicateur :

- la peinture et le nettoyage extérieur du matériel ;
- les modifications demandées par le pouvoir adjudicateur aux spécifications du matériel prévues par le marché ;
- la réparation des défauts de fonctionnement dus à une faute du pouvoir adjudicateur ou causées par un emploi du matériel non conforme aux règles figurant dans les documents fournis par le titulaire.

La facture comprendra la référence du matériel, les prix de la prestation correspondante, contenue dans l'annexe financière (éventuellement actualisé suivant les différentes dispositions décrites dans le CCAP pour les révisions des prix).

Pour les prestations à l'Attachement et pièces détachées, consommables, prestations intellectuelles :

Les factures seront établies, après exécution des prestations accompagnées des rapports d'intervention ou du bordereau de livraison et, le cas échéant, des devis approuvés.

La facturation fera apparaître de manière visible le numéro du bon de commande, le numéro du marché, la catégorie de l'intervention : « préventive » ou « corrective », ainsi que la référence du matériel, les prix de la prestation pour l'intervention préventive et corrective correspondante.

Attention : dans chorus, le numéro de bon de commande doit être saisi au niveau de la cellule du numéro d'engagement. Aucune autre information doit être apportée dans cette cellule.

Pour éviter tout rejet de facture, le titulaire s'engage à :

- veiller à ce que les prestations commandées ou pièces détachées commandées correspondent bien à l'intitulé des éléments du catalogue et/ou du bordereau de réponse technique et financière ;

Dans le cas contraire, il sera fait retour du bon de commande erroné au service émetteur ;



- Informer sans délai la cellule juridique des contrats de la commande publique du GHT Vendée de tout changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie du marché à une autre société ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution du marché. Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, compte tenu de la nature de l'objet du marché, le titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations. En cas de litige, le titulaire en informera sans délai l'établissement concerné.

Le titulaire s'engage à :

- reporter les éléments de l'intervention dans le registre de l'installation, conformément au décret no 2001-1154 du 5 décembre 2001 relatif à l'obligation de maintenance et de contrôle qualité des dispositifs médicaux (article D.665-5-5-5) ;

- respecter la confidentialité des données traitées et en assurer la sécurité ;
- mettre à jour, en langue française, l'ensemble de la documentation afférente aux appareils concernés par le présent marché et la laisser sur le site à disposition des utilisateurs ;
- signaler à l'exploitant que son personnel n'est pas suffisamment formé à l'utilisation du matériel concerné ou ne répond pas à la qualification requise ;
- lors de tout déplacement ou démontage d'appareil, les opérations d'emballage, de chargement et de transport, seront effectuées sous le contrôle et selon les directives du titulaire ;
- fournir annuellement sur support informatique, au service Biomédical, le bilan évaluatif annuel en application de l'article 4.2.13 du CCTP ;
- analyser, conformément au décret no 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, les risques engendrés par ses interventions et à se rapprocher de l'hôpital en vue d'établir un plan de prévention, dans les cas prévus par ce décret.

ARTICLE 12 – REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES OU SOUS-TRAITANCE

En cas de groupement conjoint, chaque membre perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire (sauf si une répartition entre les membres du groupement est prévue : les modalités doivent être indiquées dans ce cas)

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, sont payées dans les conditions financières prévues par un acte spécial (Formulaire DC4).

CHAPITRE 3 – DELAIS

ARTICLE 13 – DELAIS D'EXECUTION

Le début d'exécution des prestations est prévu :

- ☒ A partir du 1^{er} janvier 2027 ou de sa date de notification du marché si elle est postérieure, ou à compter de la date indiquée dans le bordereau de réponse technique et financier

Pour les équipements en maintenance préventive ou tous risques, sur une base forfaitaire.

- ☒ A partir de la date de notification du bon de commande

Pour les équipements en maintenance préventive à l'attachement, en maintenance corrective à l'attachement, pour la fourniture de pièces détachées, consommables, accessoires, prestations intellectuelles.

L'expiration du délai d'exécution est prévue :

☒ En cas de livraison ou d'exécution des prestations dans les locaux de l'acheteur, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison (pièces) ou de l'achèvement des prestations (maintenance, contrôle...)

☒ En cas de prestations intellectuelles, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des prestations à l'acheteur, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

NB : Les bons de commande sont émis au fur et à mesure de la survenance des besoins. Ils peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Leur exécution peut se poursuivre dans un délai maximum de 6 mois après le délai de validité de l'accord-cadre.

Délais d'exécution des prestations forfaitaires annuelles

Le titulaire du marché veillera à respecter les délais mentionnés.

Il est entendu par délai maximum de remise en fonctionnement, le délai entre le moment où l'appel est reçu chez le titulaire du marché pour signaler la panne, et la résolution du problème permettant de remettre en fonctionnement opérationnel le ou les équipements.

Pour le délai **de remise en service opérationnel** le titulaire devra respecter les délais maximums suivants.
(24 heures calendaires correspondent à une journée de 24 heures d'affilées après réception de l'appel du client par le titulaire, exemple de demande et d'intervention sous 24 heures calendaires :

- **Du lundi au jeudi : dans le cas d'une panne dont l'appel a été passé auprès du titulaire le lundi 11 mai année N à 11h00, l'équipement devra être opérationnel pour le mardi 12 mai, année N à 11h00).**
- **Du vendredi : dans le cas d'une panne dont l'appel a été passé auprès du titulaire le vendredi 25 mai année N à 11h00, l'équipement devra être opérationnel pour le lundi 28 mai, année N à 11h00).**
- ✓ Concernant les TEP-TDM, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les gamma-caméra, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les scanners spectraux, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les scanners conventionnels, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant le scanner interventionnel, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les IRM sur l'ensemble des éléments, incluant les périphériques, (porte et secondaire eau glacée), 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les salles de radiologie interventionnelle, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les salles de radiologie conventionnelle os/poumon, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les salles de radiologie conventionnelle télécommandée, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les mobiles de radioscopie, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les mobiles de radiologie, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les ostéodensitomètres, 48 heures calendaires
- ✓ Concernant les mammographes, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les panoramiques dentaires, 48 heures calendaires
- ✓ Concernant les Cone Beam, 48 heures calendaires
- ✓ Concernant les injecteurs de PDC, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les échographes, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les reprographes de films, 48 heures calendaires
- ✓ Concernant les solutions de numérisation des cassettes ERLM, 72 heures calendaires
- ✓ Concernant les solutions de capteur plan wifi, 24 heures calendaires

Délais d'exécution des prestations à l'attachement

Le titulaire du marché veillera à respecter les délais mentionnés.

Il est entendu par délai maximum de remise en fonctionnement, le délai entre le moment où le bon de commande est envoyé par l'établissement, et la résolution du problème permettant de remettre en fonctionnement opérationnel le ou les équipements.

Pour le délai **de remise en service opérationnel** le titulaire devra respecter les délais maximums suivants, *(24 heures calendaires correspondent à une journée de 24 heures d'affilées après réception de l'appel du client par le titulaire, exemple d'intervention sous 24 heures calendaires :*

- **Du lundi au jeudi : dans le cas d'une panne dont l'appel a été passé auprès du titulaire le lundi 11 mai année N à 11h00, l'équipement devra être opérationnel pour le mardi 12 mai, année N à 11h00).**
- **Du vendredi : dans le cas d'une panne dont l'appel a été passé auprès du titulaire le vendredi 25 mai année N à 11h00, l'équipement devra être opérationnel pour le lundi 28 mai, année N à 11h00).**
- ✓ Concernant les TEP-TDM, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les gamma-caméra, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les scanners spectraux, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les scanners conventionnels, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant le scanner interventionnel, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les IRM sur l'ensemble des éléments, incluant les périphériques, (porte et secondaire eau glacée), 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les salles de radiologie interventionnelle, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les salles de radiologie conventionnelle os/poumon, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les salles de radiologie conventionnelle télécommandée, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les mobiles de radioscopie, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les mobiles de radiologie, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les ostéodensitomètres, 48 heures calendaires
- ✓ Concernant les mammographes, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les panoramiques dentaires, 48 heures calendaires
- ✓ Concernant les Cone Beam, 48 heures calendaires
- ✓ Concernant les injecteurs de PDC, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les échographes, 24 heures calendaires
- ✓ Concernant les reprographes de films, 48 heures calendaires
- ✓ Concernant les solutions de numérisation des cassettes ERLM, 72 heures calendaires
- ✓ Concernant les solutions de capteur plan wifi, 24 heures calendaires

Délai de communication des devis de prestations à l'attachement : Dans les 24 heures calendaires, (exemple ci-dessous)

- **Du lundi au jeudi : dans le cas d'une panne dont l'appel a été passé auprès du titulaire le lundi 11 mai année N à 11h00, l'équipement devra être opérationnel pour le mardi 12 mai, année N à 11h00).**
- **Du vendredi : dans le cas d'une panne dont l'appel a été passé auprès du titulaire le vendredi 25 mai année N à 11h00, l'équipement devra être opérationnel pour le lundi 28 mai, année N à 11h00).**

Prolongation du délai d'exécution en cas de force majeure :

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé, a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai. L'absence de réponse de l'acheteur vaut décision de rejet.

La demande de prolongation ne peut être refusée lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un ordre de réquisition. Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles, la demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un autre marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

ARTICLE 14 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, toutes les pénalités sont cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités sont applicables sans mise en demeure.

14.1 Pénalités de retard

La pénalité de retard est appliquée uniquement sur l'équipement concerné par un retard. Les pénalités s'appliquent par équipement dans le cadre du marché.

Pour rappel concernant les délais pour pénalités :

Si un délai exprimé en jours calendaires, il est à compter à partir du moment où survient un événement ou s'effectue un acte, *24 heures calendaires correspondent à une journée de 24 heures d'affilées après réception de l'appel du client par le titulaire.*

Exemple du délai sous 24 heures calendaires :

- **Du lundi au jeudi : dans le cas d'une panne dont l'appel a été passé auprès du titulaire le lundi 11 mai année N à 11h00, l'équipement devra être opérationnel pour le mardi 12 mai, année N à 11h00).**
- **Du vendredi : dans le cas d'une panne dont l'appel a été passé auprès du titulaire le vendredi 25 mai année N à 11h00, l'équipement devra être opérationnel pour le lundi 28 mai, année N à 11h00)**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande (pour les cas de maintenance où il y a transmission d'un bon de commandes).

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total du marché (périodes de reconduction éventuelles incluses) ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1, les pénalités sont calculées ainsi qu'il suit :

14.1.1 Pénalités pour retard dans la transmission du devis

Une pénalité de 100 euros sera appliquée par jour calendaire de retard constaté à l'expiration du délai contractuel de transmission, toute journée entamée étant due, avec un maximum de 200 €.

14.1.2 Pénalités pour retard dans la prise de contact pour la planification des maintenances préventives

Le titulaire doit prendre contact par mail **au minimum 60 jours** (jours calendaires) avant la date de réalisation de chaque maintenance préventive conformément à l'article 4.2.1 du CCTP.

En cas de non-respect de ce délai minimum de 60 jours (jours calendaires), le titulaire pourra se voir appliquer, sans préavis, une pénalité forfaitaire de **25 € HT par équipement considéré**.

14.1.3 Pénalités pour panne non bloquante, ou itérative, du dispositif médical

Définition de la panne non bloquante : Une panne non bloquante désigne toute anomalie, ou dysfonctionnement sans risque immédiat pour le patient ou l'utilisateur, et qui n'empêche pas l'exploitation du dispositif médical, mais qui présente une gêne à l'utilisation en affectant certaines fonctionnalités, pouvant nécessiter la mise en place de solutions de contournement.

Définition de la panne itérative : une panne itérative est une panne non bloquante, aléatoire ou non, dont la survenue est répétée dans le temps, et qui présente les mêmes symptômes dans des conditions d'utilisation similaires.

Le délai de résolution de ce type de panne est fixé à 5 jours calendaires après signalement par l'établissement auprès du titulaire.

Au-delà de ce délai, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité d'un montant de 200 € par jour supplémentaire de retard de prise en charge (au-delà des 5 jours fixés pour la résolution).

Le montant de la pénalité ne pourra pas excéder 10% du montant du marché ou bon de commande (pour les cas de maintenance où il y a transmission d'un bon de commandes).

14.1.4 Pénalités pour retard de réalisation, (maintenance préventive)

La périodicité des maintenances préventives doit être respectée conformément à l'article 4.1.5 du CCTP.

En cas de non-respect ou de dépassement de l'exacte périodicité de la maintenance préventive du fait du titulaire celui-ci se verra appliquer sans préavis une pénalité de 25 euros par équipement concerné, et par jour calendaire de retard, (sur la base du calendrier français) durant les 20 premiers jours calendaires de retard.

Au-delà de 20 jours calendaires de retard chaque établissement du GHT 85 fera assurer, sans préavis, aux frais et risques du titulaire, la maintenance préventive par un prestataire de son choix.

L'établissement membre du GHT85 peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard.

S'il n'est pas possible à l'établissement du GHT 85 de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans le cahier des clauses techniques particulières, il peut y substituer des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

14.1.5 Pénalités pour retard d'intervention dans le cadre de prestations à l'attachement, (maintenance préventive, corrective, contrôle qualité).

Cas de la maintenance préventive, ou de contrôle qualité : En cas de retard par rapport au délai de remise inscrit à l'article 13 du CCAP, il pourra être appliqué une pénalité ayant pour origine l'envoi du bon de commande au titulaire du marché par l'établissement bénéficiaire de la prestation.

Cas de la maintenance corrective : En cas de retard par rapport au délai de remise inscrit à l'article 13 du CCAP, il pourra être appliqué une pénalité ayant pour origine l'envoi du bon de commande au titulaire du marché par l'établissement bénéficiaire de la prestation.

Une pénalité forfaitaire sera appliquée sur la base du total de perte d'activité occasionnée par le retard d'intervention au-delà des délais fixés à l'article 13. Par exemple, pour un délai de remise en fonctionnement de 48 heures calendaires, le décompte d'activité non réalisée sera établi à partir de la 49ème heure. L'activité sera communiquée par le département d'information médicale avec pour référence la semaine précédant la panne.

14.1.6 Pénalités pour absence de traçabilité des dispositifs médicaux

La traçabilité de la maintenance préventive sur les dispositifs médicaux doit être réalisée par l'intermédiaire d'une étiquette conformément à l'article 4.1.6 du CCTP.

En cas de non-réalisation de cette traçabilité par le titulaire, ou de traçabilité non conforme, le paiement des prestations ne sera pas réalisé.

14.1.7 Pénalités pour retard dans la remise des rapports d'intervention en version PDF ou équivalent

Le rapport d'intervention doit être remis au service biomédical immédiatement après l'exécution des prestations de maintenance ou dans un délai maximal de 7 jours (jours calendaires) conformément à l'article du 4.9.5 du CCTP.

En cas de dépassement de ce délai de 7 jours une **pénalité de 20 €** par jour ouvré de retard et par rapport, dans la limite de 1 000 € sur la durée totale du marché.

14.1.8 Pénalités d'indisponibilité pour panne bloquante du dispositif médical

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG FCS, pour toute indisponibilité du matériel supérieure au délai de remise en service tel que mentionné à l'article 13 du CCAP, ayant son origine dans le défaut de la prestation objet du présent marché, des pénalités pour indisponibilité du dispositif médical pourront être appliquées.

Le titulaire s'engage à assurer une disponibilité effective des équipements égale ou supérieure à la durée annuelle d'utilisation programmée, telle qu'inscrite dans l'annexe 1.

Définition de la panne bloquante : la panne bloquante est attestée en cas d'arrêt d'exploitation de la solution, soit par l'impossibilité de réaliser les images avec ou sans produite de contraste, ou l'impossibilité d'accéder aux images produites, ne permettant pas la réalisation du diagnostic médical.

Cette disponibilité est calculée par système et s'entend hors maintenance préventive. Les heures continues ouvrées allant du vendredi 18h00 au lundi 08h00 ne seront pas prises en compte dans le calcul de disponibilité.

La durée d'utilisation théorique des matériels est établie sur la base de 10 heures par jour, 5 jours par semaine, 52 semaines par an, soit 2600 heures par an.

Le taux de disponibilité sera calculé selon la formule suivante :

$$T = \frac{100 \times (1 - T_1)}{T_2} \quad \text{exprimé en pourcentage}$$

- ✓ T_1 : *représente la somme des durées d'arrêt observées pendant les heures d'ouverture du service utilisateur, hors temps prévus pour la maintenance préventive, hors cas d'exclusion énumérés dans le marché négocié.*
- ✓ T_2 : *représente la durée d'utilisation annuelle programmée correspondant aux heures d'ouverture du service utilisateur, maintenance préventive non comprise.*

Ce taux, mesuré à la fin de chaque période contractuelle, sera évalué contradictoirement annuellement pour en suivre l'évolution.

Au cas où le taux de disponibilité ne serait pas atteint, le titulaire se verrait opposer une pénalité calculée selon la formule énoncée ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG FCS, dans le cas où le taux de disponibilité calculé serait inférieur à celui indiqué dans l'annexe 1, Le CHD VENDEE appliquera une pénalité qui sera calculée selon la formule suivante :

$$P = R_i \times (TD - T)$$

- P : *Pénalité*
- R_i : *Forfait de maintenance de l'année en cours,*
- TD : *Taux de disponibilité indiqué dans l'annexe 1, en %*
- T : *Taux de disponibilité défini ci-dessus, en %*

Par exemple, pour un taux de disponibilité supérieur à 98%, la redevance initiale est conservée.

En deçà d'un taux de disponibilité de 98%, la redevance finale est ramenée à hauteur de la disponibilité calculée par rapport à la redevance initiale

14.2 Pénalités pour travail dissimulé

En cas de travail dissimulé, Le titulaire est tenu de fournir au CHD Vendée, à la signature du contrat et tous les six mois à compter de la prise d'effet du contrat, l'ensemble des documents mentionnés à l'article

D.8222-5 du Code du Travail. En cas de non-accomplissement des formalités prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, le titulaire encourt, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de 15 jours, l'application d'une pénalité de 100 euros par constat de non remise des documents prévus aux articles D.822-5 ou D.8222-7 du Code du Travail. Après une nouvelle mise en demeure restée également infructueuse à l'issue d'un nouveau délai de 15 jours, le titulaire encourt l'application d'une pénalité supplémentaire de 200 euros par constat de non remise des documents prévus aux articles D.8 222-5 ou D.222-7 du Code du Travail.

14.3 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article 14.1.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG FCS,

- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 4 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

14.4 Pénalités pour absence ou erreur sur documents administratifs

En cas de discordance récurrente sur les prix de facturation, sur la présentation de la facture ne respectant pas les conditions du présent cahier des charges, de mauvaise ou non transmission des factures sur chorus, l'établissement se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 5 euros par acte manquant ou erroné.

14.5 Pénalités pour non-respect des obligations environnementales

En cas de non- transmission du mémoire attestant du respect de ses obligations environnementales (cf article 16 CCAP) par le titulaire, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire de 100 euros.

ARTICLE 15 – PLAN DE PROGRES

Dans le cadre du plan de progrès défini dans le CCTP, les modifications des prix ne pourront pas avoir pour effet de faire varier (en plus) le montant forfaitaire annuel du marché (lot) de plus de 5%.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre en œuvre le plan de progrès une fois par an de manière concomitante avec la révision de prix. Dans ce cas, le prestataire présente son plan de progrès au moins 2 mois avant la date d'application des prix révisés.

CHAPITRE 4 – EXECUTION

ARTICLE 16 – DEVELOPPEMENT DURABLE

16.1. Clause environnementale générale

Les documents particuliers du marché précisent les obligations environnementales du titulaire dans l'exécution du marché.

Ces obligations doivent être vérifiables selon des méthodes objectives, et faire l'objet d'un contrôle effectif.



Le titulaire indiquera dans un rapport lors des réunions de suivi annuel, la prise en compte sur l'ensemble du cycle de vie des fournitures (pièces, consommables) ou des services (maintenance, formation) de :

Pour les pièces, services de maintenance :

- la réduction des prélèvements des ressources ;
- les actions en faveur du réemploi pour les pièces et consommables, de la réutilisation, du reconditionnement ;
- la composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique ;
- les indices de réparabilité (démontabilité, disponibilité des pièces et leurs prix) ;
- la limitation des plastiques à usage unique et des suremballages ;
- les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- la réduction des impacts sur la biodiversité ;
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

Pour la fin de vie des produits :

- les actions en faveur du réemploi pour les pièces et consommables, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage et quel organisme a été sollicité (exemple : Confia, Screlec (pour les piles et batteries), Corepile (pour les piles et batteries) ;
- la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation (piles, batteries).

Concernant les véhicules utilisés :

- la formation à l'éco-conduite avec présentation de justificatifs ;
- l'utilisation de pneus rechapables ou rechapés ;
- le recours aux produits d'entretien biosourcés type lubrifiants avec écolabel européen et recours aux pièces de carrosserie issues du recyclage.
- optimisation des trajets pour les phases de maintenances préventives.

Concernant les livrables :

- Privilégier les supports dématérialisés ;

Si des impressions sont nécessaires :

- Optimisation de la mise en page visant à réduire le nombre de pages à imprimer, l'impression en noir et blanc, en recto/verso, le recours aux encres végétales ainsi que du papier bénéficiant d'un éco label.
- l'entreprise attributaire du marché prendra soin de proposer des fournitures respectant les spécifications techniques suivantes : Les appareils doivent être capables d'utiliser du papier recyclé. Pour les appareils dont la vitesse d'impression est supérieure ou égale à 19 ppm, une fonction impression recto verso automatique doit être disponible.
- Labels (ou équivalents) :
Pour le papier : exemple de label : ecolabel européen ou nordique ou l'Ange bleu ou FSC ou équivalent
Pour les cartouches d'encre : exemple de label : ecolabel nordique ou Ange bleu ou équivalent

ARTICLE 17 – LIEUX D'EXECUTION – MODALITES D'EXECUTION
CHD Vendée (3 sites)

Département des ressources matérielles et du patrimoine

Les Oudairies – Boulevard Stéphane Moreau

85925 - LA ROCHE SUR YON – CEDEX 9

N° FR (FR78268502424)

Les sites de la Roche, Luçon et Montaigu sont compris en lieux d'exécution.

CH Fontenay le Comte

Département des ressources matérielles et du patrimoine

CS 1003

85201 FONTENAY-LE-COMTE Cedex

N° FR (FR87268500196)

CH Côte de Lumière

Département des Ressources Matérielles et du patrimoine

4 rue Jacques Monod

CS 20396 Olonne-sur-Mer

85109 LES SABLES-D'OLONNE CEDEX

N° SIRET : 268 500 303 00212

Code APE : 8610Z

Centre Hospitalier Loire Vendée Océan (3 sites)

Département des ressources matérielles et du patrimoine

BP 219

85302 CHALLANS CEDEX

N° FR (FR54268504453)

Les sites de Saint Gilles Croix de vie et Machecoul sont compris en lieu d'exécution.

Groupe Public Hospitalier et Médico-social des Collines Vendéennes (pour l'ensemble des sites)

Département des Ressources Matérielles et du patrimoine

9 avenue du Maréchal Leclerc

85120 LA CHATAIGNERAIE

L'hôpital Dumonté de l'Île d'Yeu

17, impasse du Puits Raimond

85350 L'ÎLE D'YEU

17.1 Accès aux établissements – Identification

Lorsque la maintenance est effectuée dans les locaux de l'établissement membre du groupement de commandes, les interventions s'effectuent à l'intérieur d'une plage horaire mentionnée dans les plannings d'intervention. L'établissement membre du groupement de commandes assure aux préposés du titulaire, chargés de la maintenance, et qu'il a agréés, l'accès de ses locaux dans les conditions prévues par ses règlements. Il peut retirer son agrément par une décision motivée, dont il informe sans délai le titulaire. Pendant leur séjour dans les locaux des établissements membres, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité, établies et communiquées au titulaire par les établissements membres du groupement de commandes.

17.2 Grèves

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au titulaire du marché, au premier jour de la grève, d'assurer les prestations jugées indispensables prévues au marché en accord avec les sites.

Dans ces conditions, le titulaire du marché est tenu de présenter au site les moyens et modalités d'organisation d'un service minimum qu'il envisage de mettre en place pendant la durée de la grève. Les moyens d'organisation du service seront soumis à l'agrément écrit de la Direction locale du site.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, le site y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer par ses propres moyens le service.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par le CHD Vendée par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures ultérieures restant dues.

17.3 Vente à des tiers

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo du groupement ou des établissements composant le groupement, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, le CHD Vendée se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

17.4 Emission de devis

Toute intervention corrective hors forfait sera soumise à l'acceptation préalable d'un devis le cas échéant, par le service biomédical de l'établissement.

Ce devis fera apparaître :

- le numéro de marché concerné
- le coût de la main-d'œuvre HT (tarif horaire, temps passé, déplacement, et le cas échéant, coût des opérations de constat) ;

- la désignation et le coût des pièces détachées à changer (suivant tarif fourni) et leur durée de garantie ;
- le montant de la TVA et le montant TTC ;
- la durée d'immobilisation maximale garantie jusqu'à la remise en service du matériel.

Il sera émis dans un délai maximal d'un jour calendaire. Accepté par le service biomédical du bénéficiaire, ce devis et le rapport d'intervention ou bon de livraison correspondant devront être joints à l'original de la facture pour conditionner le paiement.

17.5 Durée des interventions

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible et ne pas excéder les délais maximums indiqués. Elles devront être réalisées, sous la responsabilité et la supervision exclusives du Titulaire qui veillera à ne pas générer de perturbations ni de retards dans le fonctionnement de l'établissement bénéficiaire.

ARTICLE 18 – MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDES

18.1 Passation des bons de commande

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure de la survenance des besoins. Ils peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Leur exécution peut se poursuivre dans un délai maximum de 6 mois après le délai de validité de l'accord-cadre.

Les prestations commandées prendront en compte l'évolution du cadre réglementaire tout au long de l'exécution du bon de commande pour la période considérée.

Les bons de commande devront comprendre au moins les informations suivantes :

- l'objet de l'accord-cadre ;
- la référence du marché ;
- le numéro et la date de l'émission du bon de commande ;
- la désignation des parties contractantes : les coordonnées et raison sociale du titulaire du marché et les coordonnées de l'acheteur public et de la personne habilitée à passer commande ;
- le numéro du service facturier ;
- l'adresse de facturation ;
- la nature et la désignation détaillée de la prestation à réaliser ;
- la référence du devis le cas échéant ;
- les dates prévisionnelles du début d'exécution et d'achèvement de la prestation (période de couverture du bon de commande) ;
- le montant total de la commande hors taxes (H.T.) en euros, le taux et le montant de la T.V.A., le montant de la commande T.T.C. en euros ;
- le cas échéant, les conditions de règlement ou autres observations.

18.2 Modification des bons de commande

L'acheteur peut régulariser un bon de commande après l'avoir établi ou établir un second bon de commande après l'émission du premier bon de commande.

S'il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange écrit (courrier ou courriel) entre les parties.

La modification d'un bon de commande n'est assortie d'aucune indemnité.

Les modifications ne sont définitives que lorsqu'elles ont été confirmées par tout moyen permettant d'attester date certaine de réception de l'information par le titulaire.

18.3 Problèmes éventuels relatifs à une commande passée

En cas de difficultés dans l'exécution d'un bon de commande, le titulaire en avertit l'acheteur public dans un délai maximum de quinze (15) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande.

Dans ce délai, le titulaire adresse un courriel de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés au gestionnaire achat de l'établissement concerné par le bon de commande (cf annexe fiche adhérent).

ARTICLE 19 – STOCKAGE, EMBALLAGE, TRANSPORT ET GESTION DES DECHETS

19.1 Stockage

Le titulaire est responsable du stockage des matériels, celui-ci assume à leur égard la responsabilité du dépositaire pendant toute la durée de stockage nécessaire.

19.2 Emballage

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport

Elle est de la responsabilité du titulaire. Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables, ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation. Si le titulaire ne procède pas à l'évacuation des emballages, celui-ci peut encourir une pénalité de 100 euros par constat de non-réalisation.

19.3 Transport

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

19.4 Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché public vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de 50 euros.

ARTICLE 20 – LIVRAISON

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Toute livraison réalisée par le titulaire est accompagnée d'un bon de livraison pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Si la disposition des locaux désignés pour la réalisation des livraisons entraîne des difficultés exceptionnelles de manutention, non prévues par le marché, les frais supplémentaires de livraison qui en résultent sont rémunérés distinctement. Ils font l'objet d'une modification du marché par clause modificative.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison. Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées à l'article 13. Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

ARTICLE 21 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

ARTICLE 22 – SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures législatives ou réglementaires venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

ARTICLE 23 – MODIFICATIONS DE MARCHES

23.1 Par clause de réexamen

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

23.1.1 Nature des modifications

Les modifications de marché figurant dans la liste suivante donneront lieu à une modification du marché par réexamen :



Modifications tenant à la situation du titulaire :

- Changement d'adresse ;
 - Changement de dénomination sociale sans création de personne morale nouvelle ;
 - Changement de références bancaires ;
 - Changement de statut juridique, s'il est certain que celui-ci n'a pas d'incidence sur la poursuite du marché ;
 - Cession de marché (fusion-absorption, cession d'activités...) sous réserve des conditions cumulatives suivantes :
 - o La cession ne doit pas entraîner de modification du prix du marché, de sa durée, de son objet et autres éléments substantiels.
 - o Le nouveau titulaire doit remplir les conditions fixées par la consultation lors de la participation à la procédure de passation du marché initial. Dans cette optique, le nouveau titulaire devra fournir les mêmes niveaux de capacités qu'exigés lors de la passation du marché initial, et transmettre les pièces administratives exigées pour les attributaires. (cf Règlement de consultation).
 - o Dans le cas d'une cession sans disparition de l'ancien titulaire, une copie de l'acte unilatéral (certificat administratif) lui sera transmis.
- Si le cessionnaire ne dispose pas des capacités requises, le marché sera résilié sans aucune indemnité pour le titulaire.



Modifications tenant aux pièces détachées, consommables, retenus dans le marché :

- Modification de référence commerciale d'une pièce ou consommable ;
 - Modification législative des dispositions fiscales (changement, suppression, ajout taxes).
- L'augmentation de la charge fiscale ou l'apparition d'une nouvelle charge fiscale, sera mise à la charge du titulaire sauf si la loi en dispose autrement ;

- Arrêt de commercialisation d'une pièce détachée référencée dans la mesure où une substitution est possible, acceptée par l'établissement, et est proposé au même prix unitaire ;
- En cas de rupture de stock d'une pièce détachée dans la mesure où une substitution est possible, acceptée par l'établissement et est proposé au même prix unitaire ;
- Substitution de pièces détachées en cas de matériovigilance après accord des établissements.

Dans tous ces cas de figure, nous ne pourrions être retenus comme responsable de la non-exécution partielle ou totale du marché en cas de substitution.

Modifications à l'initiative de l'acheteur public :

- Entrée d'un établissement membre du GHT qui n'avait pas émis de besoin initialement sur les lots de la procédure ;
- Acquisition d'un nouvel équipement de même nature, de même famille que les équipements du présent appel d'offres pour lequel des prestations de maintenance sont requises :
 - o Si l'équipement est identique à ceux présents dans l'appel d'offres, le bon de commande annuel sera ajusté en conséquence sur la quantité, auquel cas, il n'y a pas besoin de modifier le présent marché pour intégrer cet équipement.
 - o S'il s'agit d'un nouvel équipement non répertorié car il s'agit d'un équipement de la même famille et de même nature, mais par exemple, disposant de fonctionnalités supplémentaires, plus récentes, améliorées modifiant légèrement la prise en charge ne maintenance, une modification du marché est nécessaire afin d'intégrer l'identité, la référence de cet équipement.
- Rehaussement du montant annuel maximum HT de l'accord-cadre dans la limite de 20% de ce montant pour chacun des lots. Cette clause pourra être déclenchée lorsque la consommation annuelle de l'accord-cadre aura atteint 80% du montant maximum annuel HT pour chacun des lots. Dans le cas où cette clause serait déclenchée, le nouveau montant maximum annuel HT de l'accord-cadre vaudra pour l'ensemble des années restantes de l'accord-cadre.

23.1.2 Etapes de réalisation de la modification

Afin de pouvoir acter juridiquement les modifications précitées, les conditions suivantes doivent être respectées scrupuleusement :

1. Le titulaire doit apporter par courrier et justificatifs, tous les éléments permettant d'attester la modification ;
2. Le CHD Vendée étudiera les éléments apportés. Soit votre demande est complète et elle pourra être traitée, soit elle est incomplète auquel cas, le CHD Vendée en demandera la complétude ;
3. Si le dossier est complet : Le CHD Vendée réalise l'acte de réexamen (certificat administratif) à l'appui des documents transmis par le titulaire et le soumettra en signature auprès du directeur général du CHD Vendée. Une copie sera transmise au titulaire par la plateforme PLACE.

Si le dossier est incomplet malgré notre relance, la demande sera rejetée. Le CHD Vendée ne pourra être tenu pour responsable sauf si la demande de modification concerne celle à l'initiative de l'acheteur public.



Concernant les ajouts d'équipements en maintenance, le titulaire transmettra à l'ingénieur concerné par la demande, l'annexe 1 (BPU/cadre de réponse technique) modifié faisant apparaître l'identité, la référence de l'équipement, le coût de maintenance et toutes les informations utiles au traitement et suivi du marché.

Il est demandé au titulaire dans la mesure du possible d'anticiper la demande de modification auprès du CHD Vendée car les délais de traitement peuvent être longs au regard de l'activité marchés assez intense de nos établissements.

25.1.3 Cas particuliers

En cas de rupture d'approvisionnement :



Le titulaire s'engage à informer les services biomédicaux des établissements dans les plus brefs délais en indiquant :

- L'échéance à laquelle la rupture pourrait se produire,
- La cause de la rupture,
- La durée prévisionnelle de cette rupture,
- Tout élément permettant de proposer des solutions alternatives aux établissements.

L'information donnée doit être la plus précoce possible afin d'informer de la date ou période de retour à la normale des livraisons.

Le titulaire pourra proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix de la pièce ne soit pas supérieur au prix fixé dans le cadre du présent marché public.

En cas de désaccord, les établissements du GHT Vendée se réservent le droit de commander un produit équivalent à un tiers et d'en faire supporter le surcoût et les frais annexes (ex : frais de dépannage urgent, frais de gestion...) au titulaire du marché jusqu'à la remise à disposition de la pièce.

Après information écrite, le titulaire est tenu de régler l'excédent éventuel de dépense imputé, sur présentation de la facture correspondante et sans mise en demeure préalable, le cas échéant, sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer en cas d'insuffisance. Les dépenses restent acquises aux établissements du GHT Vendée.

Dans le cas où le Titulaire ne résolve pas, dans un délai de trois mois, ses difficultés d'approvisionnement, les établissements du GHT Vendée se réservent le droit de résilier le présent marché public pour faute du titulaire dans les conditions prévues au présent marché.

En cas d'arrêt de commercialisation :

Le titulaire s'engage à informer les services biomédicaux des établissements dans les plus brefs délais.

Le titulaire pourra proposer une pièce de remplacement, sous réserve que le prix de la pièce ne soit pas supérieur au prix fixé dans le cadre du présent marché public.

En cas de désaccord, les établissements du GHT Vendée se réservent le droit de commander une pièce équivalente à un tiers et d'en faire supporter le surcoût et les frais annexes (ex : frais de dépannage urgent, frais de gestion...) au titulaire du marché jusqu'à la date fixée de résiliation du marché. Le Titulaire ne pourra prétendre à être indemnisé du fait de cette décision de résiliation.

En cas d'évolution technologique

En cas d'évolution technologique durant la période d'exécution du marché, les établissements membres du GHT Vendée se réservent la possibilité d'acheter au titulaire le nouveau consommable/pièce en substitution de l'ancien modèle, sans qu'il puisse lui être opposé la non-exécution de la totalité du marché avec l'ancienne

référence. En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses ou d'évolution réglementaire, les établissements membres du GHT Vendée, se réservent le droit de résilier le marché sans indemnité après un préavis de trois mois. Dans tous les cas le prix du marché reste inchangé.

25.2 Par clause modificative

Le marché peut être modifié pour d'autres motifs que ceux précédemment cités dans les conditions décrites par le code de la commande publique indiquées ci-dessous.

25.2.1 Nature des modifications

25.2.1.1 Travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires

En application de l'article R 2194-2 et 3 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque des travaux, fournitures ou services sont devenus nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ne figuraient pas dans le marché initial, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

25.2.1.2 Circonstances imprévues

En application de l'article R 2194-5 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

Cet article complète l'article 24 du CCAG FCS.

Rappel : Obligation d'information

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

Modalités de poursuite du contrat

➤ Modification des conditions d'exécution

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie de clause modificative, peut notamment prendre la forme :

- **d'une prolongation de la durée du marché** si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors les établissements du GHT à une rupture dans la continuité des soins ;

- **d'une prolongation du délai d'exécution** dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS

Pour chaque lot, le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du montant ou du volume maximum contractuel de chaque lot. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

➤ Modification temporaire des prix

Pour chaque lot, le titulaire du marché pourra solliciter une augmentation **temporaire** des prix s'il démontre que le maintien des prix dans les conditions de l'offre initiale, formules de révision contractuelles incluses, ne permet pas la poursuite de l'exécution du marché dans des conditions économiques équilibrées.

L'acceptation de cette modification par le pouvoir adjudicateur sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat impactant les conditions économiques de son offre initiale par des charges **extracontractuelles** excessives, c'est-à-dire des charges non prévues lors de la conclusion du marché, qui entraînent le bouleversement de son équilibre.

A ce titre, il devra notamment justifier, pour chaque référence de prix concernée par la demande d'augmentation, de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible. Une décomposition du coût de son offre au moment de la notification du marché sera à ce titre nécessaire afin d'apprécier l'impact de la circonstance imprévisible sur l'offre du titulaire à la date de la demande d'augmentation des prix.

L'acheteur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une augmentation des prix. L'Acheteur notifie sa décision dans un délai de trente jours. Le silence de l'acheteur ne vaut pas acceptation des nouveaux prix. Si l'acheteur entend accepter la demande, il notifie dans ce délai au Titulaire un ou plusieurs prix nouveau(x) permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts dans **une annexe au contrat** prévue à cet effet.

Le montant de l'augmentation des prix sera strictement **limité à 50% du montant de l'augmentation des charges extracontractuelles** dûment démontré selon la formule suivante :

Prix initial révisé + (Prix initial révisé x pourcentage d'augmentation constaté x 50%)

La période de modification des prix sera limitée à 3 mois, renouvelable au maximum deux fois pendant toute la durée du marché, sous réserve que le titulaire justifie la persistance du déséquilibre économique.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

Le titulaire dispose alors d'un délai de trente jours suivant la notification du(es) prix nouveau(x) pour l'(es) accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai, il est réputé avoir accepté le(s) prix nouveau(x) fixé(s) par l'Acheteur. En cas d'acceptation, le(s) prix nouveau(x) s'applique(nt) en lieu et place du(es) prix du bordereau des prix unitaires. En cas de refus, le(s) prix initial(aux) demeure(nt) applicable(s).

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de **l'annexe au contrat** signée par l'acheteur,

- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

➤ Modalités de suspension du contrat

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, l'acheteur peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par clause modificative à la fin de la période de crise.

25.2.1.3 *Modification non substantielle*

En application de l'article R 2194-7 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

25.2.1.4 *Modification de faible montant*

En application de l'article R 2194-8 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur à 10% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications sont effectuées, le CHD Vendée prend en compte le montant cumulé.

25.3 Etapes de réalisation de la modification



Afin de pouvoir acter juridiquement les modifications précitées, les conditions suivantes doivent être respectées scrupuleusement :

1. Le titulaire doit apporter par courrier et justificatifs, tous les éléments permettant d'attester la modification ;
2. Le CHD Vendée étudiera les éléments apportés. Soit votre demande est complète et elle pourra être traitée, soit elle est incomplète auquel cas, le CHD Vendée en demandera la complétude.
3. Si le dossier est complet : Le CHD Vendée réalise l'acte modificatif à l'appui des documents transmis par le titulaire et lui proposera le document en signature.

Si le dossier est incomplet malgré notre relance, la demande sera rejetée. Le CHD Vendée ne pourra être tenu pour responsable sauf si la demande de modification est à l'initiative de l'acheteur public.

4. Une fois le document signé par le titulaire, il devra être signé par le Directeur Général du CHD Vendée dans sa mission d'établissement support.
5. Le document sera ensuite notifié auprès du titulaire sur la plateforme PLACE, pour mise en œuvre.

Il est demandé au titulaire dans la mesure du possible d'anticiper la demande de modification auprès du CHD Vendée car les délais de traitement peuvent être longs au regard de l'activité marchés assez intense de nos établissements.

CHAPITRE 5 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIES - MAINTENANCE

ARTICLE 26 – OPERATION DE VERIFICATION

26.1. Nature des opérations de vérifications

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

26.2. Délai de vérification

Par dérogation à l'article 27.2 du CCAG FCS, les opérations de vérification ont lieu à l'occasion des interventions de maintenance ou indépendamment de celles-ci.

L'acheteur peut à tout moment contrôler la quantité et la qualité des prestations réalisées avec l'aide d'un organisme extérieur.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS, l'acheteur dispose d'un délai maximum de soixante jours calendaires à compter de la remise du rapport d'intervention pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

26.3. Point de départ du délai pour les opérations de vérification

Pour les vérifications effectuées dans les établissements de l'acheteur le point de départ du délai est la date de livraison pour les pièces et consommables, de remise par le titulaire, du rapport d'intervention conforme validé par l'acheteur.

Pour les vérifications effectuées dans les établissements du titulaire ou tout autre lieu désigné dans les documents particuliers du marché, le point de départ du délai est la date à laquelle le titulaire notifie à l'acheteur que les prestations sont prêtes à être vérifiées.

26.4. Frais de vérification

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge de l'acheteur pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans ses propres locaux. Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.

Toutefois, lorsqu'une des parties a accepté de faire exécuter dans ses propres locaux des essais qui, conformément aux documents particuliers du marché, auraient dû être effectués dans ceux de l'autre partie, les frais correspondants sont à la charge de cette dernière.

Le titulaire avise l'acheteur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

26.5. Présence du titulaire

Lors de la réalisation des opérations de vérification par l'acheteur :

- Soit le titulaire ou son représentant est présent dans le cas où les opérations sont réalisées le jour de l'intervention de maintenance, le jour de la formation ou le jour de livraison des pièces et/ou consommables ;
- Soit ces opérations de vérification sont réalisées dans le délai maximum de soixante jours calendaires auquel cas, l'absence du titulaire au déroulement de l'opération de vérification ne fait pas obstacle à la validité des opérations de vérification.

ARTICLE 27 – DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Il peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités précisées à l'article 29.

Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Les opérations de vérification des services (maintenance, formation) sont exécutées par l'acheteur. Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS, le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de soixante jours calendaires.

Passé ce délai, la décision d'admission des services est réputée acquise.

Pour les vérifications effectuées dans les locaux de l'acheteur ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de la livraison de la pièce ou du consommable ou date de la réalisation de la formation ou de la remise en service attestée par la remise du rapport d'intervention conforme et validé par l'acheteur, en ce lieu.

Pour les vérifications qui, aux termes du marché, sont effectuées dans les locaux du titulaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date à laquelle le titulaire signale que, sous réserve des stipulations ci-dessous, la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

ARTICLE 28 – DECISIONS APRES VERIFICATION

Vérifications quantitatives : A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni (pièces...);
- soit de compléter la livraison (pièces) ou d'achever la prestation (maintenance, formation...).

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

Vérifications qualitatives : A l'issue de la remise des rapports d'intervention ou à l'issue du service fait, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 29.

ARTICLE 29 – ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend, dans le délai prévu aux articles 26 et 27 du présent marché, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné aux articles 26 et 27 du présent marché, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Dans le cas d'un marché comportant des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

29.1. Admission

L'acheteur prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission. En cas d'admission tacite, l'admission prend effet au terme du délai mentionné aux articles 26 et 27 du présent marché.

29.2. Ajournement

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur, les prestations mises au point, dans un délai de vingt et un jours calendaires. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 29.3 et 29.4, dans un délai de vingt et un jours calendaires courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours, ci-dessus mentionné. Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de vingt et un jours calendaires vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de l'acheteur, le titulaire dispose d'un délai de vingt et un jours calendaires, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement. Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par l'acheteur, aux frais du titulaire.

29.3. Réfaction

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les vingt et un jours calendaires suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée.

Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de vingt et un jours calendaires pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

29.4. Rejet

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

ARTICLE 30 – TRANSFERT DE PROPRIETE

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété. Si la remise des prestations à l'acheteur est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

ARTICLE 31 – PRESTATIONS DE MAINTENANCE

31.1. Conditions et modalités de la maintenance

La maintenance porte également sur les modifications apportées au matériel à l'initiative du titulaire sous réserve de la validation du fabricant. L'acheteur est préalablement avisé de ces modifications. Il peut s'y opposer, lorsqu'elles rendent nécessaires des changements dans ses processus de fonctionnement, à moins que le titulaire n'assume les frais de ces changements.

L'acheteur s'interdit d'exécuter ou de faire exécuter, sans l'accord du titulaire, toute opération de maintenance autre que celles dont l'exécution lui incombe conformément aux documents particuliers du marché sauf cas d'exécution aux frais et risques dans les conditions du présent marché (article 39). Le titulaire garantit que le matériel dont il assure la maintenance reste apte à remplir les fonctions définies dans les documents particuliers du marché (CCTP).

31.2. Accès aux locaux de l'acheteur pour les opérations de maintenance

Lorsque la maintenance est effectuée dans les locaux de l'acheteur, les interventions s'effectuent à l'intérieur d'une plage horaire mentionnée dans les documents particuliers du marché (CCTP) et appelée période d'intervention.

Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant la période d'intervention définie dans les documents particuliers du marché. (CCTP et Bordereau de réponse technique et financière).

L'acheteur assure aux préposés du titulaire, chargés de la maintenance, et qu'il a agréés, l'accès de ses locaux dans les conditions prévues par ses règlements. Il peut retirer son agrément par une décision motivée, dont il informe sans délai le titulaire. Pendant leur séjour dans les locaux de l'acheteur, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité, établies et communiquées au titulaire par l'acheteur.

31.3. Maintenance dans les locaux du titulaire

Le marché prévoit de privilégier la maintenance sur site. Lorsque le titulaire doit impérativement réaliser la maintenance préventive dans ses locaux, ce dernier doit proposer un matériel de prêt. Par dérogation à l'article 32.3 du CCAG FCS, le délai de restitution du matériel est de 5 jours calendaire.

Ce délai court de la date d'arrivée de l'élément nécessitant une maintenance préventive dans les locaux du titulaire jusqu'à la date d'arrivée de l'élément contrôlé, réparé, ou de l'élément de remplacement, dans les locaux de l'acheteur.

En cas de nécessité pour le titulaire du marché d'allonger le délai, tel que défini ci-dessus, ce dernier devra informer l'acheteur qui communiquera son accord, ou non.

Pour les opérations de maintenance corrective, les délais et conditions sont précisés à l'article 5.3.6 du CCTP.

31.4. Matériel de prêt

Dans l'objectif de répondre efficacement aux besoins des utilisateurs, les équipements de prêt devront offrir les mêmes fonctionnalités que ceux qu'ils viennent remplacer, et permettre si possible l'utilisation des mêmes consommables.

L'établissement restitue le matériel de prêt dès remise en service de l'équipement objet de la maintenance. Le titulaire a la charge de l'acheminement et de la reprise du matériel de prêt.

Pénalités : Pour tout retard au-delà des délais d'obtention d'un matériel de prêt (indiqués dans le bordereau de réponse technique et financière), les mêmes pénalités de retard que celles définies à l'article 14 du CCAP seront applicables.

31.5 Commandes sur catalogue public (différent du catalogue pièces et formations)

Les établissements se réservent exceptionnellement la possibilité de recourir au catalogue public du titulaire afin de commander des produits ou prestations en lien avec l'objet du marché et à la condition que cela n'en constitue pas une modification substantielle. Le cas échéant, un bon de commande est émis, mentionnant la référence sur catalogue ou la désignation de la prestation et appliquant le taux de remise indiqué par le titulaire. La possibilité de recourir au catalogue tarif public du titulaire est limité à 10% par lot pour toute la durée du marché.

32.6 Obligations de l'établissement membre du groupement

- Assurer la garde de tous les matériels, outillages, documents, pièces détachées et sous-ensembles, que le titulaire lui demandera de conserver auprès de cette installation (une liste détaillée de ces éléments sera préalablement fournie à l'établissement) ;
- Informer le titulaire de tout déplacement ou démontage d'appareils objets du présent marché ;
- Permettre le libre accès des appareils au personnel du titulaire qui disposera en outre de l'environnement nécessaire à l'accomplissement normal de ses prestations (local correctement équipé - électricité, fluides, téléphone) ;
- Respecter les horaires d'interventions (préventives ou curatives) programmées avec le titulaire. En cas de non-respect de ces horaires, le titulaire pourra facturer les prestations supplémentaires générées (temps d'attente, déplacement) ;

- Utiliser les appareils dans le respect des instructions du manuel opérateur, figurant sur le site et effectuer les procédures d'entretien ;
- Maintenir en conformité les alimentations en fluide et en électricité ainsi que les conditions d'environnement, dans le respect des instructions du manuel technique du matériel figurant sur le site ;
- Assurer les conditions de sécurité d'usage des personnels du titulaire pendant leurs interventions de maintenance et à leur remettre les appareils dans un parfait état de propreté et décontaminés le cas échéant ;
- Assurer, conformément au décret no 92-158 du 20 février 1992 et dans les cas prévus par ce décret, la coordination des mesures de sécurité prises par l'hôpital et par le titulaire afin d'assurer la prévention des risques liés aux activités de l'hôpital et du titulaire.

Si les personnels du titulaire considèrent que les conditions de travail dans lesquelles ils opèrent ou que l'état de fonctionnement ou de propreté de l'appareil constitue un risque pour la sécurité, ils en informent aussitôt l'hôpital qui devra prendre toutes les mesures nécessaires, aux fins de remédier aux faits constatés.

ARTICLE 32 – GARANTIE

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS :

Les fournitures du Titulaire bénéficient d'une garantie d'une durée contractuelle, pièces, main d'œuvre et déplacements de 3 mois minimum.

Les prestations du Titulaire bénéficient d'une garantie d'une durée contractuelle, main d'œuvre et déplacements de 6 mois minimum.

La garantie contractuelle démarre à la date de signature du PV d'admission (échange standard de matériel), bon de livraison ou du rapport d'intervention.

CHAPITRE 6 – RESILIATION

PRINCIPES GENERAUX

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG FCS, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG FCS, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 37 du CCAG FCS.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

ARTICLE 33 – RESILIATION POUR RETRAIT DE L'ENSEMBLE DES EQUIPEMENTS

L'exécution du présent marché public est strictement conditionnée à la possession par l'établissement des équipements objet de la prestation de maintenance.

En cas de retrait de l'ensemble des équipements du lot, la résiliation du marché public est prononcée. Le cas échéant, le CHD Vendée informe le titulaire par lettre recommandée. La résiliation prend effet à date de retrait de l'équipement. La résiliation pour réforme de l'ensemble des équipements n'ouvre droit à aucune indemnisation.

ARTICLE 34 – RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

34.1 Décès ou incapacité civile du titulaire

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, l'acheteur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

34.2. Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

34.3. Incapacité physique du titulaire

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché, l'acheteur peut résilier le marché. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 35 – RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE

35.1. Difficulté d'exécution du marché

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire. Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché. Le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

35.2. Ordre de service tardif

Lorsque la résiliation est prononcée à la demande du titulaire par application de l'article 3.8.3 du CCAG FCS, celui-ci est indemnisé des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

ARTICLE 36 – RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 41 du CCAG-FCS complété des cas suivants :

- Non-respect de la clause de sauvegarde des prix dans l'exécution des marchés ;
- Changement de caractéristiques des produits ou prestations non validé par l'acheteur ;
- En cas de non-respect de la réglementation, des préconisations de l'ANSM et des préconisations des constructeurs en matière de maintenance, de sécurité, et de marquage CE ;
- Défaut de formation par le titulaire de ses techniciens intervenants sur les équipements concernés.

ARTICLE 37 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Cet article déroge à l'article 42 du CCAG-FCS, en ce qu'il n'est pas prévu d'indemnité de résiliation. Le motif d'intérêt général peut couvrir en sus des autres motifs reconnus par la jurisprudence, l'absence de source de financement des établissements ne permettant pas de maintenir le marché en l'état sans dégradation substantielle des situations budgétaires des établissements.

ARTICLE 38 – REMISE DES PRESTATIONS ET DES MOYENS MATERIELS PERMETTANT L'EXECUTION DU MARCHE

En cas de résiliation, l'acheteur peut exiger du titulaire :

- La remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution d'un marché ;
- La remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché ;
- L'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.

L'acheteur en informe le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise. En cas de résiliation pour faute du titulaire, le présent article est appliqué aux frais de celui-ci.

ARTICLE 39 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- Soit lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de services, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard ;

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans un délai d'un mois ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire.

- Soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Cet article ci-dessous complète l'article 45 du CCAG.

Dans les cas et conditions prévus à l'article 45 du CCAG- FCS, l'acheteur peut faire procéder à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

La décision de mise en régie fixe le délai dans lequel le titulaire doit fournir à l'acheteur les informations et moyens mis en œuvre dans le cadre du marché résilié et qui seraient nécessaires à la mise en régie des prestations par un autre prestataire.

CHAPITRE 8 – DIFFERENDS

ARTICLE 40 – REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

40.1 Loyauté contractuelle

Le titulaire est tenu de se comporter en conseiller loyal vis à vis des établissements et s'oblige à apporter les moyens et faire preuve de la compétence, du soin, et de diligence appropriée dans l'accomplissement des prestations faisant l'objet du présent marché.

Le titulaire se doit de signaler tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution du présent marché.

40.2 Règlement des litiges

Les parties tenteront par tous les moyens de trouver une solution amiable à tout dysfonctionnement dans le cadre du marché.

Pour cela, les parties s'efforceront de recourir à la transaction pour résoudre les conflits, dans les conditions notamment précisées par la circulaire du 6/02/1995 relative au développement du recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique.

En cas de litige pour l'exécution du marché, le tribunal administratif de Nantes est seul compétent.

Tribunal Administratif de Nantes

6 Allée de l'Ile Gloriette

BP 24111

44041 NANTES Cedex 01

DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du présent marché	Articles du CCAG FCS
4.1 (ordre contractuel des pièces)	Dérogation à l'article 4.1
6.1 (respect réglementation)	Complétude de l'article 6.1
6.2 (respect obligations sociales)	Dérogation à l'article 6.2 et complétude de l'article 6
14.1 (pénalités)	Dérogation à l'article 14.1
14.1 (pénalités)	Dérogation à l'article 14.1.2
14.1 (pénalités)	Dérogation à l'article 14.1.3
14.1.8 (pénalités)	Dérogation à l'article 14.2
26.2 (délai opération de vérification)	Dérogation à l'article 14.2
27 (délai opération de vérification)	Dérogation à l'article 28.2
28 (décision après vérification)	Complétude de l'article 29

29 (délais pour le titulaire)	Dérogation à l'article 30
31.3 (délai restitution matériel)	Dérogation à l'article 32.3
32 (délais de garantie)	Dérogation à l'article 33
36 (résiliation pour faute)	Complétude de l'article 41
37 (indemnités de résiliation)	Dérogation à l'article 42
39 (exécution aux frais et risques)	Complétude de l'article 45

D'une manière générale, le CCAG-FCS s'applique de plein droit au présent marché pour tout ce qui n'y est pas formellement dérogé.

A La Roche sur Yon, le

18 AOUT 2025

Le Directeur Général du CHD Vendée

Etablissement support du GHT Vendée

O. SERVAIRE-LORENZET

GHT 85

CHD Vendée

Etablissement Support